

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation des véhicules avenue Napoléon Bonaparte, en raison de travaux de réfection des marquages routiers ;

ARRÊTE :

**ARTICLE 1^{er} – Du Vendredi 29 Mai 2026 au samedi 30 Mai 2026,
du Vendredi 05 Juin 2026 au Samedi 06 Juin 2026,
du Vendredi 12 Juin 2026 au Samedi 13 Juin 2026,
du Vendredi 19 Juin 2026 au Samedi 20 Juin 2026
et du Vendredi 26 Juin 2026 au Samedi 27 Juin 2026,**

chaque nuit de 22h00 à 05h00, la circulation des véhicules est interdite, avenue Napoléon Bonaparte, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 2 – Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place quatre barrières de police supportant un panneau sens interdit. L'équipe interne de maintenance sera responsable de cette signalisation et sera tenue de s'assurer de son maintien sur place.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 01/06/2026

Fait à Pau, le 27 mai 2026